Kankan : voici les raisons de la manifestation des femmes de Töron Banankö, moitié-nues avec des foulards rouges sur la tête

12 mars 2026 à 12h 01 - ALPHA OUMAR BALDÉ

Ce 11 mars 2026, la colère des habitants de Töron Banankö, dans la sous-préfecture de Sabadou-Baranama (préfecture de Kankan), s'est exprimée publiquement. Des femmes du village, à moitié nues et portant des foulards rouges en signe de protestation, ont manifesté dans la ville de Kankan pour dénoncer la présence prolongée de troupeaux en transhumance et exiger la libération de plusieurs jeunes arrêtés dans ce contexte.

Parties de leur localité située à plus de 80 kilomètres de là, les manifestantes auraient parcouru cette distance jusqu'à Kankan avant d'entamer une marche du quartier Kankancoura vers le siège de la préfecture. Sur le trajet, elles ont scandé des slogans hostiles à la transhumance et mis en cause le sous-préfet, qu'elles accusent de soutenir la présence d'éleveurs maliens dans leur zone.

Au centre des revendications figure la destruction des cultures. Les habitants affirment que les troupeaux en transhumance ont ravagé plusieurs champs, compromettant les réserves alimentaires des familles. « *Nous ne voulons pas de ces troupeaux chez nous. Nous sommes venues demander la libération de nos parents qui sont en prison. Nos maniocs et nos ignames sont tous détruits. Les troupeaux ont ravagé les jardins de nos maris* », déclare Assetou Camara, habitante de Töron Banankö.

La même détresse est exprimée par Sama Konaté, dont le mari figure parmi les personnes interpellées. « *Mon mari est en prison depuis plusieurs jours. Nos jardins sont tous détruits. Nous demandons qu'on nous aide à faire partir ces troupeaux et à faire libérer mon mari. Nous sommes fatiguées* », affirme-t-elle.

Plusieurs habitants accusent également les autorités locales, notamment le sous-préfet, d'inaction face à la situation. Selon Sékou Condé, les villageois avaient alerté le sous-préfet dès l'arrivée des troupeaux. « *Il nous avait promis que les troupeaux seraient renvoyés dans un délai de quinze jours. Mais cela fait maintenant trois mois qu'ils sont là* », explique-t-il.

Selon lui, la population aurait même remboursé une somme initialement versée pour permettre l'installation des troupeaux dans la zone. « *Le sous-préfet nous a demandé de rembourser l'argent qui avait été donné aux éleveurs pour faire venir les troupeaux. Nous avons réuni près de 30 millions de francs guinéens et remis cette somme. Malgré cela, rien n'a changé. Nos produits sont détruits : il n'y a plus de manioc, plus de riz, plus de fonio, ni d'ignames* », soutient-il.

La situation s'est envenimée après un incident impliquant du bétail. Selon des habitants, des jeunes du village, en colère après la destruction de leurs champs, se seraient rendus en brousse et auraient abattu plusieurs bœufs appartenant à des éleveurs maliens. Le propriétaire du troupeau affirme que douze bœufs ont été tués. À la suite de cet épisode, plusieurs jeunes ont été arrêtés, des interpellations jugées excessives par les citoyens. « *Nous exigeons la libération de nos enfants qui sont en détention. Sinon, qu'on nous emprisonne tous* », lance Mamadi Konaté, un autre manifestant.

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

Face à la mobilisation, les autorités préfectorales ont convoqué une réunion d'urgence avec des représentants de la communauté. Le procureur général près la Cour d'appel de Kankan, Marwane Baldé, indique que la mobilisation des citoyens a poussé les autorités à intervenir rapidement. « *Les citoyens de Sabadou-Baranama se sont mobilisés pour venir à la préfecture. Cette mobilisation frise un trouble à l'ordre public, ce qui nous a conduits à nous déplacer pour comprendre la situation* », a-t-il déclaré.

Selon lui, les autorités ont reconnu l'existence de dégâts dans les champs. « *Nous avons constaté que les citoyens de Sabadou-Baranama sont victimes de la dévastation de leurs cultures. Ils avaient déjà exprimé leurs difficultés au niveau de la collectivité locale, sans obtenir de solution* », explique-t-il.

À l'issue de la rencontre, les cadres de la région, de la préfecture et les responsables judiciaires ont annoncé des mesures visant à apaiser la situation. Les habitants ont notamment demandé la mise à disposition des personnes interpellées et l'application des textes réglementant la transhumance dans la zone. « *Les personnes mises en cause ont sollicité une mise à disposition. Cette mesure sera exécutée conformément à la loi* », assure le procureur.

Les autorités indiquent toutefois que les enquêtes vont se poursuivre afin d'établir les responsabilités dans cette affaire.

Michel Yaradouno

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés